



**Certified
Management
Accountants™**

Société des comptables en management accrédités

Présentation prébudgétaire

au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Août 2011



**Certified
Management
Accountants™**

Société des comptables en management accrédités

Présentation prébudgétaire au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Août 2011

SOMMAIRE

La Société des comptables en management accrédités du Canada (CMA Canada) a toujours préconisé l'adoption de politiques visant à relever la productivité du Canada, ce qui, à son tour, stimulera la compétitivité et fera augmenter le niveau de vie de tous les Canadiens. Dans cette présentation, CMA Canada se concentre sur l'innovation, ou sur ce que nous appelons créativité, qui est l'un des principaux moteurs de la productivité. Nous sommes d'avis qu'en nous cristallisant sur l'innovation, nous assurerons la relance soutenue de l'économie et contribuerons à créer des emplois durables de qualité, deux des objectifs qui orientent les travaux du Comité tandis qu'il réfléchit aux conseils qu'il entend prodiguer au ministre des Finances pour le budget de 2012.

Nous sommes convaincus que le milieu des affaires du Canada doit être le principal innovateur; il n'en demeure pas moins que les gouvernements peuvent jouer le rôle important de catalyseurs de l'innovation et de la créativité. À cette fin, CMA Canada recommande au Comité de concentrer son attention sur la commercialisation – c'est-à-dire la transformation du savoir des Canadiens en produits et en services destinés au marché mondial, ce qui améliorera le principal programme de recherche et développement du Canada et permettra d'investir dans l'acquisition des compétences essentielles qui contribueront à relever la productivité.

En particulier, nous recommandons :

1. Les deux initiatives suivantes pour mieux atteindre les objectifs du gouvernement en matière de commercialisation de l'innovation :
 - a. Programme de subventions remboursables pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) novatrices à concevoir un nouveau produit, procédé ou service qui se fraiera un chemin jusqu'au marché. Les candidats à une subvention remboursable seront tenus de trouver des fonds de contrepartie à hauteur de 50/50;
 - b. Pour promouvoir une plus grande interaction entre le milieu des affaires, les pouvoirs publics et les universités et collèges au chapitre de la commercialisation, il faut réfléchir à la façon dont les conseils subventionnaires fédéraux peuvent utiliser leurs subventions comme levier pour encourager les universités et les collèges à adopter une politique d'inventeur/propriétaire qui permettra aux professeurs et aux étudiants de devenir

propriétaires de leurs propres créations et qui les encouragera à commercialiser les produits de leurs recherches.

2. Appliquer le caractère remboursable du crédit d'impôt à la RS-DE qui n'est actuellement offert qu'aux plus petites entreprises aux demandeurs de toutes les tailles; et élargir le crédit d'impôt au titre de la recherche et développement coopérative, en encourageant une coopération plus étroite entre les universités, les collèges et le secteur des affaires.
3. Investir plus d'argent dans les programmes de littéracie, de numéracie et de résolution de problèmes, soit directement, soit avec le concours des gouvernements provinciaux et territoriaux, de même qu'en collaboration avec des partenaires du secteur privé.

INTRODUCTION

La Société des comptables en management accrédités du Canada (CMA Canada) a le plaisir de présenter ses points de vue sur la politique économique et fiscale du Canada au Comité permanent des finances de la Chambre des communes tandis que le Comité amorce ses consultations prébudgétaires annuelles. Nous avons systématiquement appuyé et préconisé des politiques qui relèveront la productivité du Canada, ce qui, à son tour, améliorera la compétitivité et augmentera le niveau de vie de tous les Canadiens. Dans cette présentation, CMA Canada se concentre sur l'innovation, ou sur ce que nous appelons la créativité. Pourquoi? Comme l'a si bien dit le Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence en 2008, « La productivité et la compétitivité au XXI^e siècle reposent sur l'innovation »¹.

Nous sommes convaincus que le fait de se concentrer sur l'innovation permettra d'assurer la relance soutenue de l'économie et contribuera à créer des emplois durables de qualité, deux des objectifs qui orientent les travaux du Comité tandis qu'il réfléchit aux conseils qu'il entend prodiguer au ministre des Finances pour le budget de 2012.

QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS

Les comptables en management accrédités (CMA) sont des professionnels de la comptabilité® de gestion stratégique qui conjuguent une expertise en comptabilité et un sens aigu des affaires à des compétences en gestion professionnelle qui leur permettent d'apporter leadership, innovation et vision intégrée à la prise de décisions d'une organisation. Ces professionnels appliquent les meilleures méthodes de gestion contemporaines et émergentes à un large éventail de fonctions commerciales, dont la planification stratégique, les ventes et le marketing, les technologies de l'information, les ressources humaines, les finances et l'exploitation. Les CMA donnent une vocation vraiment commerciale à la comptabilité de gestion stratégique et au déploiement des ressources, en faisant la synthèse de données financières et non financières et en les analysant pour déceler les nouvelles perspectives commerciales, assurer la responsabilisation des entreprises et aider les organisations à maintenir un avantage concurrentiel.

CMA Canada compte plus de 50 000 membres qui vont de cadres de direction de la fonction publique et du secteur privé à des experts qui exercent leur métier seuls à titre de consultants et de vérificateurs.

LA PRODUCTIVITÉ : BILAN DU CANADA

L'historique de la faible productivité du Canada est solidement illustré depuis des années. Le relèvement de la productivité continue d'être l'un des principaux défis de notre économie.

¹ Foncer pour gagner, Rapport final, 2008. Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence, page 92.

Comme l'a fait observer Tiff Macklem, premier sous-gouverneur de la Banque du Canada, dans un discours qu'il a prononcé devant Productivity Alberta plus tôt cette année :

« Mais depuis 2001, la croissance de la productivité au Canada est tombée à des niveaux historiquement bas. Elle stagne bien en deçà des taux observés aux États-Unis, et se situe à la limite inférieure par rapport à celle de nos concurrents sur le marché américain. On le constate dans le classement international du Canada pour toute une gamme d'indicateurs de compétitivité². »

Comment se fait-il que le bilan d'un pays en matière de productivité puisse être aussi préoccupant? Comme on peut le lire dans un rapport publié récemment par l'Institut C.D. Howe : « À long terme, le facteur décisif le plus important du revenu national est la croissance de la productivité de la main-d'œuvre et, à ce chapitre, le Canada a un certain retard à rattraper³. » Si nous prêtons une attention toute particulière à la créativité/l'innovation pour relever le défi de la productivité au Canada, c'est parce que, comme on peut le lire succinctement dans un rapport du McKinsey Quarterly :

« Mais au final, ce sont les percées novatrices des entreprises qui changeront la donne : l'histoire révèle que la majeure partie de la croissance de la productivité – plus des deux tiers – est attribuable à l'innovation au chapitre des produits et des procédés⁴. »

Nous convenons que c'est le milieu des affaires du Canada qui doit être le principal innovateur; néanmoins, les gouvernements peuvent jouer un rôle important comme catalyseurs de l'innovation et de la créativité.

RECOMMANDATIONS

Nous félicitons le gouvernement du Canada d'avoir pris un certain nombre d'excellentes initiatives afin de promouvoir la productivité dans plusieurs de ses récents budgets. Cette année, CMA Canada recommande au Comité de se concentrer sur la commercialisation, les investissements dans la recherche et le développement et l'acquisition de compétences essentielles qui aideront à relever la productivité du Canada, et qui contribueront à une relance soutenue de l'économie et à la création d'emplois de qualité supérieure.

A. Commercialisation

L'une des meilleures façons de tirer parti de la créativité des Canadiens consiste à transformer leur savoir en produits et en services destinés au marché mondial, c'est-à-dire la commercialisation. Le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (CSTI) du Canada l'a fort bien dit dans son *État des lieux en 2010* : « Un système intégré performant est nécessaire pour que les idées puissent passer de l'imagination aux innovations, et ensuite aux marchés⁵. »

Le budget de 2011 contient des initiatives dont le but est de stimuler la commercialisation et l'innovation dans le milieu des affaires. De surcroît, nous croyons savoir que le gouvernement du Canada est l'un des partenaires de l'Étude nationale sur la

² L'impératif de compétitivité du Canada : Investir dans les gains de productivité. Discours donné devant Productivity Alberta par Tiff Macklem, premier sous-gouverneur de la Banque du Canada, 1^{er} février 2011.

³ Lagging Behind: Productivity and the Good Fortune of Canadian Provinces, Serge Coulombe, Commentaire n° 331 de l'Institut C.D. Howe, juin 2011, page 1.

⁴ The Productivity Imperative, Peter Bisson, Elizabeth Stephenson et S. Patrick Viguerie, McKinsey Quarterly, juin 2010.

⁵ L'état des lieux 2010, Le système des sciences, de la technologie et de l'innovation au Canada, Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, page 1.

commercialisation lancée récemment. Ce sont là des faits positifs. CMA Canada est convaincue que les deux initiatives suivantes contribueront à atteindre plus facilement les objectifs du gouvernement en ce qui concerne la commercialisation de l'innovation.

1. Le gouvernement australien a récemment créé Commercialisation Australia, un programme d'aide fondé sur le mérite qui accorde des fonds et des ressources pour accélérer la commercialisation dans ce pays. À notre avis, dans la conjoncture financière et économique actuelle, un programme aussi solide n'est peut-être pas adapté au Canada. Toutefois, au moins un volet du programme australien mérite plus ample réflexion.

Nous recommandons au Comité de songer à un programme de subventions remboursables pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) novatrices à concevoir un nouveau produit, procédé ou service avant de l'écouler sur le marché. Les candidats à une subvention remboursable seront tenus de verser un montant de contrepartie moitié-moitié.

2. Il est utile de promouvoir une plus grande interaction entre le milieu des affaires, les pouvoirs publics et les universités et collèges au chapitre de la commercialisation. L'Université de Waterloo est dotée d'une politique exceptionnelle de créateur-proprétaire qui permet aux professeurs et aux étudiants de devenir propriétaires de leurs créations et qui les encourage à commercialiser leurs recherches⁶. CMA Canada est d'avis qu'il faut réfléchir à la façon dont les conseils subventionnaires financés par le fédéral peuvent utiliser les subventions comme levier afin d'encourager d'autres universités et collèges à adopter une politique analogue.

B. Investissements dans la recherche et le développement

CMA Canada a soumis un mémoire écrit à l'examen par le gouvernement de l'aide fédérale à la recherche et au développement, lancé en décembre 2010. Nous attendons impatiemment de connaître l'issue de cette consultation en temps opportun. En attendant, nous encourageons le Comité à étudier les recommandations dont le but est de renforcer le rôle reconnu de la recherche et du développement pour stimuler la productivité⁷.

L'un des principaux outils de politique publique qui encourage les investissements dans l'innovation est le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS-DE). Plus de 3 milliards de dollars d'aide fiscale ont été versés par l'entremise de ce programme en 2009⁸. En dépit de la vogue du crédit d'impôt à la RS-DE, le bilan du Canada en ce qui concerne les dépenses de R-D des entreprises (DIRDE) n'est guère enviable. Selon le CSTI :

« Dans la plupart des pays, on observe une augmentation de l'intensité des DIRDE au cours de ces années (1998, 2003 et 2008), tandis que l'intensité au Canada a diminué. Il ne s'agit pas seulement du résultat d'une croissance plus rapide du PIB, mais également de la diminution du rendement global des entreprises en R-D⁹. »

Alors qu'une partie des résultats relativement piètres du secteur des affaires du Canada en matière de R-D peuvent être attribuables aux caractéristiques structurales – l'échelle

⁶ Voir [University of Waterloo, Politique 73 – Intellectual Property Rights](#), établie le 18 octobre 1997.

⁷ [L'état des lieux en 2010, Le système des sciences, de la technologie et de l'innovation au Canada](#), page 28.

⁸ [Budget de 2010 : Tracer la voie de la croissance et de l'emploi](#), Finances Canada, page 86.

⁹ [L'état des lieux en 2010, Le système des sciences, de la technologie et de l'innovation au Canada](#), page 27.

relativement réduite des entreprises canadiennes, l'importance de la propriété étrangère –, la conception du programme de RS-DE est un autre facteur. La majeure partie de la R-D au Canada est réalisée par de grandes entreprises¹⁰. Le crédit d'impôt à la RS-DE n'est cependant qu'accessoirement efficace pour les grandes entreprises.

Nous pensons donc que le programme peut-être amélioré en appliquant la disposition sur le caractère remboursable du crédit d'impôt à la RS-DE qui n'est actuellement disponible que pour les plus petites entreprises aux demandeurs de toutes les tailles. Cela présentera l'avantage double d'inciter les plus petites entreprises à prendre de l'ampleur et à reconnaître l'avantage de l'innovation des plus grandes entreprises. En outre, il faut songer à élargir le crédit d'impôt à la recherche-développement collaborative, ce qui encouragera une collaboration plus étroite entre les universités, les collèges et le secteur des affaires.

C. Acquisition de compétences essentielles

Jusqu'à 40 p. 100 des Canadiens sur le marché du travail ne possèdent pas les compétences essentielles en littéracie dont ils ont besoin pour participer à l'économie du savoir¹¹. Les recherches révèlent que la productivité peut être améliorée en amenant le segment moins productif de la population active plus près de la moyenne¹². Les compétences fondamentales et intermédiaires en numéracie, de même que les compétences en résolution de problèmes, sont indispensables si l'on veut renforcer la capacité créatrice. De piètres compétences essentielles sont un obstacle à la croissance économique.

Nous sommes heureux de voir que l'impératif de l'acquisition de compétences fondamentales a été reconnu dans le budget de 2011 avec l'investissement de 9 millions de dollars sur deux ans pour multiplier les programmes d'éducation de base des adultes dans le Nord du Canada. CMA Canada encourage d'autres initiatives du même type en 2012. Nous recommandons au gouvernement du Canada de continuer à investir, directement ou avec le concours des gouvernements provinciaux et territoriaux, et à collaborer avec des partenaires du secteur privé aux programmes d'acquisition de compétences en littéracie, en numéracie et en résolution de problèmes dans l'ensemble du pays.

CONCLUSION

Le relèvement de la productivité du Canada – et en particulier le renforcement de la capacité créative nationale – contribuera à une relance soutenue de l'économie qui aidera à créer des emplois durables de qualité dans les années à venir. CMA Canada préconise des initiatives qui permettent d'atteindre les objectifs du gouvernement consistant à commercialiser l'innovation, à encourager le milieu des affaires à investir dans la recherche et le développement et à offrir une formation pour l'acquisition de compétences essentielles afin de s'assurer que la population active du Canada est en mesure de participer à un avenir prospère et novateur.

¹⁰ Ibid., page 31.

¹¹ Un investissement rentable : Mettre l'investissement en formation en rapport avec les résultats d'entreprise et l'économie, Allan Bailey, Conseil canadien sur l'apprentissage, avril 2007; page 6.

¹² De la productivité au bien-être : Miser sur les compétences de base, Pierre Fortin, Observateur international de la productivité, numéro 11, automne 2005.